

d'insertion mentionné à l'[article](#) L. 263-1 du code de l'action sociale et des familles et les plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi mentionnés à l'article **L. 5131-2** du présent code.

Section 4 : Demandes d'informations relatives à certains dispositifs d'aides à l'emploi

R. 5112-23

Décret n°2009-1696 du 29 décembre 2009 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le préfet se prononce de façon motivée sur toute demande d'un employeur ayant pour objet de connaître l'application à sa situation de dispositions relatives aux dispositifs en faveur de l'emploi énumérés à l'article **D. 5112-24**.

D. 5112-24

Décret n°2009-1696 du 29 décembre 2009 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositifs en faveur de l'emploi auxquels s'appliquent les dispositions de l'article **R. 5112-23** sont ceux qui sont définis aux articles **L. 5121-3** à **L. 5124-1**, **L. 5132-1** à **L. 5132-17** et **L. 5134-100** à **L. 5134-109**.

Titre II : Aides au maintien et à la sauvegarde de l'emploi

Chapitre Ier : Aides à l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi et des compétences et à la gestion des âges

Section 1 : Aide au développement de l'emploi et des compétences

D. 5121-1

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les conventions d'aide au développement de l'emploi et des compétences mentionnées à l'article **L. 5121-1** déterminent en particulier :

- 1° Le champ de l'accord : branches professionnelles ou territoires ;
- 2° L'objet de l'accord : étude prospective, diagnostic sectoriel ou territorial, actions de développement des compétences ;
- 3° La durée d'application de l'accord ;
- 4° Les objectifs à atteindre au terme de l'exécution de l'accord au regard, notamment, de la prévention des risques d'inadaptation à l'emploi et du maintien dans l'emploi des salariés en seconde partie de carrière ;
- 5° Les moyens techniques et financiers de mise en œuvre ;
- 6° Les modalités de suivi et de contrôle en cours d'exécution et au terme de l'engagement.

D. 5121-2

Décret n°2018-1262 du 26 décembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les conventions conclues au niveau national sont soumises à l'avis de la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle et signées par le ministre chargé de l'emploi.